



AS/Ega/Inf (2020) 16

23 juin 2020

Commission sur l'égalité et la non-discrimination

Webinaire parlementaire

La dimension de genre dans la politique étrangère dans la réponse à la Covid-19

Document d'information préparé par le Secrétariat

1. Le 11 juin 2020, la commission sur l'égalité et la non-discrimination de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a organisé un webinaire sur « La dimension de genre dans la politique étrangère dans la réponse à la Covid-19 ».
2. Les interventions du webinaire ont porté essentiellement sur la sensibilisation à l'importance d'une dimension de genre dans la politique étrangère, notamment dans les réponses à la crise de la Covid-19, ainsi que sur le partage des bonnes pratiques et des recommandations pour aller de l'avant. L'événement a fait écho au rapport sur « [La dimension de genre dans la politique étrangère](#) » actuellement à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire et a contribué à sa mise à jour.
3. Les participant-e-s ont noté que 2020 devait être l'année de l'activisme et de la célébration de l'égalité de genre avec le 25^{ème} anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et le 20^{ème} anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui constitue le cadre normatif du programme pour les femmes et la paix et la sécurité. La crise a entraîné le report de ces événements, et en particulier du « Forum Génération Égalité », un rassemblement mondial qui devait avoir lieu à Paris en juillet (et en mai, à Mexico). Le report de ces manifestations internationales à 2021 sera l'occasion de tirer les enseignements de la crise et de déterminer les mécanismes innovants susceptibles d'être mis en place.
4. Les participant-e-s ont mis en évidence les réactions de plus en plus hostiles à l'encontre des droits des femmes depuis le début de la pandémie. Les mesures de confinement ont engendré une recrudescence de la violence à l'égard des femmes, en particulier de la violence domestique, et entravé l'accès des femmes à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. La crise de la Covid-19 a un effet de loupe sur les inégalités existantes dans notre société, certains groupes ayant été touchés de manière disproportionnée, notamment les femmes en situation de handicap, les femmes de milieux socioéconomiques différents, les femmes âgées et les personnes appartenant à des minorités.
5. Les intervenant-e-s ont souligné que les groupes de décision et les comités d'élaboration des politiques sont principalement composés d'hommes : les femmes y sont sous-représentées, voire totalement absentes. La réponse à la pandémie de Covid-19 a été qualifiée « d'insensible au genre » et d'aucuns ont attiré l'attention sur le fait que les mesures mises en place ne sauraient être « universelles ». Elles doivent prendre en compte les intérêts de tous les groupes de personnes et entendre leurs voix et leurs préoccupations. Les parlements peuvent contribuer à sensibiliser à ces questions en organisant des débats parlementaires et publics sur la dimension de genre dans la pandémie et la nécessité d'adopter une approche intégrée de l'égalité dans toutes les politiques et mesures de relance. Les intervenant-e-s ont également abordé des questions liées aux types de leadership en temps de crise, de ce que l'une d'entre eux a décrit comme une « politique machiste », jusqu'au « leadership inclusif » donnant une orientation claire et faisant preuve d'empathie envers les communautés en détresse.
6. La représentation des femmes dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité a quelque peu progressé ces dernières années, mais un changement des mentalités est un processus de longue haleine. De l'avis général, les idées normatives de la masculinité et la virilité ont façonné la politique et les institutions pendant des décennies, et cela doit changer. Il importe de veiller à une meilleure représentation des femmes dans la diplomatie, en particulier aux échelons supérieurs, mais aussi d'adopter une approche de la politique étrangère soucieuse de l'égalité de genre permettant de faire évoluer le contenu des politiques : les questions dites « féminines » sont souvent les pierres angulaires de la politique étrangère et de sécurité, et les hommes comme les femmes doivent travailler ensemble sur des sujets d'intérêt commun et de bénéfice mutuel.
7. Des pays comme la Suède, la France ou le Canada ont montré la voie en promouvant et en adoptant des politiques progressistes en matière d'égalité de genre au niveau national et international. Une intervenante a souligné l'importance de suivre l'exemple de la Suède en institutionnalisant l'approche intégrée de l'égalité à tous les niveaux de gouvernement et en garantissant la coopération et la collaboration de l'ensemble des structures gouvernementales afin de maximiser l'impact.
8. La participation des femmes n'est plus considérée comme une question d'intérêt strictement féminin, mais comme une question de sécurité et de paix durables. Les politiques qui touchent directement les femmes ne devraient pas être décidées sans elles, ou comme l'a dit l'une des intervenant-e-s citant les propos de l'ancienne Vice-Première ministre suédoise Margot Wallström : « rien sur nous, sans nous ».
9. Un changement positif et progressiste est possible, mais il demande du temps et de l'engagement. La principale difficulté est de toucher et convaincre les réfractaires, et l'un des moyens d'y parvenir est de faire en sorte que les pays les plus avancés mettent en avant la dimension de genre lorsqu'ils assurent la présidence d'instances multilatérales. La dimension de genre dans les politiques étrangères ne devrait pas être mise en œuvre uniquement au niveau national. En effet, les institutions européennes et internationales devraient également s'employer à garantir une réponse inclusive et intersectionnelle à la crise. Au Parlement

européen, la représentation actuelle des femmes dépasse à peine 40 % et n'est que d'environ 35 % dans les commissions traitant des affaires extérieures. Le Parlement a fait pression sur les institutions européennes pour qu'elles incluent des analyses de genre dans leurs propositions, introduisent une approche intégrée de l'égalité dans tous les domaines et renforcent la budgétisation sensible au genre. Il encourage également tous les États membres à ratifier la Convention d'Istanbul.

10. Les participant-e-s ont insisté sur la nécessité de mettre en place une politique étrangère qui prenne en compte la dimension de genre intersectionnelle dans la mesure où « une femme ne représente pas toutes les femmes ». Les femmes sont différentes et ne sont pas confrontées aux mêmes difficultés. L'intersectionnalité est essentielle pour s'assurer, comme l'ont dit plusieurs intervenant-e-s, de « ne pas faire de laissé-e-s-pour-compte ».

11. Dans leurs remarques finales, les intervenant-e-s ont mis en avant certaines propositions et recommandations pour guider les efforts et les actions visant à promouvoir une dimension de genre dans les politiques extérieures et garantir l'accès des femmes à des postes à responsabilités dans ce domaine :

- Analyser à travers le « prisme du genre » les politiques et mesures conçues pour faire face à la crise pandémique ;
- Veiller à ce que la dimension de genre soit dûment intégrée dans tous les plans et mesures de relance ;
- Recueillir et diffuser des données et des statistiques ventilées ;
- Veiller à une participation équilibrée des femmes et des hommes au sein de tous les organes décisionnels, y compris dans les actions extérieures ;
- Recenser et diffuser les bonnes pratiques en matière de politiques d'égalité entre les femmes et les hommes aux niveaux national et international ;
- Prêter attention à des groupes spécifiques de femmes, tels que les femmes en situation de handicap, les femmes migrantes et réfugiées et les femmes vivant en milieu rural ;
- Promouvoir l'institutionnalisation d'une approche intégrée de l'égalité au niveau des États membres et, le cas échéant, contribuer à cette entreprise, grâce notamment à la compilation et à la diffusion de bonnes pratiques à cet égard ;
- Encourager les responsables politiques à adopter une approche féministe, intersectionnelle et inclusive des politiques étrangères ;
- Garantir la participation et la représentation des femmes dans tout processus de planification des réponses aux crises et de prise de décision ;
- Procéder à des évaluations de l'impact selon le genre et veiller à une budgétisation sensible au genre de toutes les mesures de relance et enveloppes financières ;
- Organiser des débats publics sur la dimension de genre de la pandémie de Covid-19 et promouvoir une approche intersectionnelle des plans de relance ;
- Veiller à l'intersectionnalité en assurant la participation de femmes d'origines diverses au sein des institutions ;
- Promouvoir la ratification de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) par tous les États membres et mettre ses normes à profit pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, notamment en temps de crise.

Annexe 1

Liens utiles

A. Ressources du Conseil de l'Europe

Accès au webinaire :

- Facebook : <https://www.facebook.com/NetworkWomenFreefromViolence/videos/189574152372847/>
- You Tube : <https://www.youtube.com/channel/UCwDH2OWHMX1ARsxg-YTGgg/videos>

[Page web du Conseil de l'Europe sur les droits des femmes et l'épidémie de Covid-19](#)

[Convention d'Istanbul](#)

[« Questions et réponses » sur la Convention d'Istanbul](#)

[Manuel à l'usage des parlementaires sur la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe](#)

[Résolution 2289 \(2019\) de l'Assemblée « La Convention d'Istanbul sur la violence à l'égard des femmes: réalisations et défis »](#)

[Résolution de l'Assemblée « Vers un agenda politique ambitieux du Conseil de l'Europe pour l'égalité de genre »](#)

Déclaration du Comité des Parties à la Convention d'Istanbul :

- [Résumé et lien vers le texte de la déclaration](#)
- [Lien direct vers le texte de la déclaration](#)

[Résolution 2274 \(2019\) « Pour des parlements sans sexisme ni harcèlement sexuel »](#)

B. Ressource des Nations Unies :

[Document d'ONU Femmes : « Mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles en période de Covid-19 » \(anglais seulement\)](#)

C. Ressources de l'Union européenne

[Résolution du Parlement européen du 28 novembre 2019 sur l'adhésion de l'UE à la Convention d'Istanbul et autres mesures de lutte contre la violence à caractère sexiste \(2019/2855\(RSP\)\)](#)

[Stratégie de la Commission européenne en faveur de l'égalité hommes-femmes 2020-2025](#)

D. Autres ressources

[Covid-19 - dimension des droits humains dans les réponses gouvernementales, analyse de Human Rights Watch, 19/03/2020](#)

[Recommandations du Lobby européen des femmes sur l'impact de la Covid sur les femmes \(anglais seulement\)](#)

Annexe 2

Programme du webinaire

La dimension de genre dans la politique étrangère dans la réponse à la Covid-19

11 juin 2020, de 15h30 à 16h30 (HAEC)

Allocution de bienvenue :

- Wojciech Sawicki, Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Panélistes :

- Petra Stienen, Rapporteuse de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur La dimension de genre de la politique étrangère
- Bert Koenders, Professeur sur la paix, la justice et la sécurité à l'Université de Leyde (Chair Kooijmans), envoyé spécial de la banque mondiale pour les États fragiles, membre du Conseil d'administration du International Crisis Group et commissaire à la Commission internationale pour les personnes disparues
- Ann Bernes, Ambassadrice suédoise pour l'égalité de genre et coordinatrice de la politique étrangère féministe
- Samira Rafaela, membre du Parlement européen
- Delphine O, Secrétaire générale du Forum Génération Égalité 2020-2021, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, France
- Jennifer Cassidy (Doctorante), Professeure à l'université d'Oxford, autrice de la publication « Gender and Diplomacy », ancienne diplomate

Modératrice :

- Marja Ruotanen, Directrice des commissions, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe